



GEMM FOCUS

TROUVER DES SOLUTIONS ENSEMBLE

Lorsque les jeunes ne trouvent pas de travail ou que des personnes de 40 ans ne peuvent pas actualiser leurs compétences, le problème réside probablement dans la gestion de l'enseignement et de la formation. Telle était notre hypothèse jusqu'à une période récente. Le dernier cycle du processus de Turin de l'ETF a fourni des données probantes pour étayer la thèse selon laquelle la gouvernance joue un rôle fondamental dans la réforme de l'enseignement, de la formation et des marchés de l'emploi.

Dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, l'enseignement et la formation professionnels (EFP) ne s'adaptent pas suffisamment aux besoins des apprenants et à la demande du marché de l'emploi. Pour résoudre ce problème, il convient de placer l'accent sur la mise en place de systèmes qui soient plus participatifs, réceptifs, transparents, fiables et inclusifs.

C'est pourquoi la gouvernance multi-niveaux est au cœur du projet GEMM. Nous entendons soutenir le développement de systèmes de gouvernance qui fonctionnent mieux parce qu'ils impliquent réellement toutes les parties prenantes. Nous créerons des liens verticaux entre les échelons central et sous-national des acteurs de l'EFP, et des liens horizontaux entre les autorités, les partenaires sociaux et la société civile. Les systèmes d'EFP étant complexes, nous devons nous concentrer sur des fonctions spécifiques. La gouvernance de l'EFP, du point de vue planification et gestion, la qualité de la formation et le financement sont les principaux piliers de

systèmes d'EFP pertinents et durables.

Le cadre décisionnel est aujourd'hui complexe. Il n'y a aucun acteur omniscient capable d'une gouvernance efficace «du sommet vers la base». Chaque acteur, chaque groupe de parties prenantes doit apporter une contribution importante: les apprenants sont les bénéficiaires finaux de l'enseignement et de la formation; les enseignants et les formateurs exercent une influence décisive; les ministères de l'éducation et de l'emploi définissent les normes; les organisations d'employeurs connaissent les besoins en main-d'œuvre; les associations de travailleurs peuvent faciliter des conditions de travail décentes et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie; tandis que les collectivités locales et la société civile connaissent les besoins réels. Dans une société axée sur les réseaux, il est fondamental de rester connecté. Tous les acteurs doivent collaborer pour fournir un enseignement et une formation adaptés et de qualité.

Madlen Serban, directrice de l'ETF



CARTOGRAPHIE DE LA GOUVERNANCE DE L'EFP

La plupart des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ont des systèmes d'éducation et de formation très centralisés. Les partenaires sociaux et autres acteurs sont rarement impliqués, ce qui aggrave l'inadéquation des compétences. La nécessité de réformes coordonnées et complètes, réunissant tous les acteurs participant au développement du capital humain, place la question de la gouvernance de l'EFP au cœur des débats.

Le projet GEMM cartographie les systèmes de gouvernance de l'EFP dans les pays de la région afin d'identifier les bonnes pratiques et les aspects à améliorer. La cartographie ciblera trois fonctions en particulier: 1) planification et gestion, 2) financement et subventions, 3) assurance qualité.

Les informations seront réunies en utilisant des outils spécifiques de collecte de données et d'autoévaluation, en coopération directe avec les parties prenantes de l'EFP dans chaque pays. Les résultats aideront à élaborer des mesures de renforcement des capacités adaptées aux besoins réels.

Pour en savoir plus sur la cartographie du projet GEMM



QU'EST-CE QUE LE PROJET GEMM?

La gouvernance pour l'employabilité en Méditerranée (GEMM) est un nouveau projet régional, mené par l'ETF au nom de la Commission européenne. L'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Palestine et la Tunisie en sont les bénéficiaires (la coopération de l'Union européenne avec la Syrie est actuellement suspendue).

Ce projet de trois ans se fonde sur des données suggérant que les modalités de gestion de l'enseignement et de la formation exercent une influence décisive sur l'employabilité des jeunes. Par conséquent, le fait d'impliquer les employeurs ou les autorités locales dans les décisions relatives à la formation, de financer les établissements éducatifs en fonction de leurs performances, ou de renforcer les capacités des acteurs de l'enseignement améliorera en fin de compte les chances des jeunes sur le marché de l'emploi.

LE CONTEXTE

Les pays de la région souffrent d'un chômage élevé et d'une pénurie d'emplois décents, qui affectent en particulier les femmes et les jeunes. Les compétences requises sur le marché du travail ne correspondent pas toujours aux compétences acquises dans les systèmes d'enseignement et de formation. Dans la plupart des pays, ces systèmes sont très centralisés: c'est l'État qui fournit et finance l'EFP. Les partenaires sociaux et autres acteurs sont rarement impliqués, ce qui place la question de la gouvernance des systèmes de formation au cœur des débats.



LES POINTS D'ANCRAGE

La gouvernance de l'EFP est abordée à deux niveaux, national et sous-national. À l'échelle nationale, le projet sollicitera les décideurs politiques, les autorités et les partenaires sociaux, tandis qu'il ciblera à l'échelle sous-nationale les écoles et les personnes impliquées dans le développement local des compétences. L'objectif est de renforcer la pertinence de l'EFP, d'accroître la qualité et d'améliorer les capacités des différents acteurs. Pour moderniser la formation, il est indispensable d'impliquer les parties prenantes du monde des affaires et de la société civile dans la planification, la mise en œuvre et le suivi.

Deux domaines, l'assurance qualité et le financement, ont été sélectionnés pour être réformés en priorité. Améliorer la qualité de l'EFP implique de traiter le système dans son ensemble, de la planification à l'évaluation. L'accent doit être placé sur les résultats: adéquation des compétences, taux de décrochage et d'achèvement scolaires, accès et équité, taux d'emploi et types de postes obtenus par les diplômés. La diversification du financement et l'optimisation de l'affectation et de la gestion sont

également des domaines importants à réformer.

Les projets pilotes, un par pays, s'intéresseront à la qualité et à la pertinence de l'EFP, surtout en matière d'employabilité des femmes et des jeunes. Les problèmes seront principalement traités à l'échelle locale, afin de favoriser un développement local équilibré et de réduire les disparités entre les régions. Tous les projets pilotes seront sélectionnés en fonction de leurs incidences probables sur l'employabilité des jeunes et des femmes, ainsi que sur les disparités territoriales.

Il est essentiel de renforcer les capacités des gouvernements, de la société civile et des organisations d'employeurs et de travailleurs à l'échelle nationale. Des visites d'études et des échanges de bonnes pratiques grâce à des conférences et ateliers nationaux les aideront à assumer leurs rôles dans la conception et l'application de politiques efficaces. Le projet GEMM porte également sur la capacité des prestataires de formation et autres parties prenantes à l'échelle sous-nationale.

Pour plus de détails, voir la brochure sur le projet GEMM



BLOQUEZ LA DATE!

**CONFÉRENCE RÉGIONALE
GEMM, BRUXELLES
4-5 MARS 2014**

QUALITÉ DE L'EFP: DÉFIS ET SOLUTIONS

Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ont des populations jeunes. De plus en plus de jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi. Les gouvernements sont conscients de cette pression démographique et reconnaissent le rôle important d'un EFP de qualité pour traiter la question de l'employabilité des jeunes. Des défis politiques majeurs doivent toutefois être relevés pour atteindre l'excellence de l'EFP.

- Comment aborder la qualité de l'EFP dans une perspective politique et comment peut-on garantir que la qualité soit globalement inscrite dans toutes les phases du cycle politique?
- Quelles parties prenantes doivent participer à l'amélioration de la qualité de l'EFP et comment?
- Quelles sont les données requises pour une politique fondée sur des données probantes, et comment peuvent-elles être obtenues et utilisées?
- Comment développer une culture de la qualité de l'EFP qui dépasse le simple contrôle de la qualité?

La coopération internationale pour favoriser l'apprentissage des politiques peut contribuer à soutenir, voire même à accélérer la réforme. Comment assurer l'efficacité des politiques pour instaurer un EFP de qualité? Qu'attendent les pays de la région du soutien de l'UE et de l'ETF?

Prenez connaissance des réponses dans cet article.